

DELIBERATION N° 97/10-04 - GARANTIE D'EMPRUNT à la SA H.L.M. de l'EST

Monsieur BOILEAU, rapporteur, indique à l'Assemblée que des mesures gouvernementales, annoncées en Juin 1996, permettent désormais aux organismes H.L.M. d'allonger de trois ans la durée d'amortissement de certains de leurs prêts.

La S.A. H.L.M. de l'Est a, par lettre en date du 10 Septembre 1997, sollicité l'avis favorable de la Ville de LUDRES sur la prolongation de trois ans de la garantie accordée sur les prêts dont liste jointe.

Vu l'article 19.2 du Code des Caisses d'Épargne,

Vu les articles L 2252-1 et L 2252-2 du Code Général des collectivités territoriales,

Vu l'article 2021 du Code Civil,

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré,
décide à l'unanimité :

ARTICLE 1 - d'accorder la garantie de la Commune de LUDRES pour le remboursement, aux conditions définies à l'article 2 ci-après, des 5 emprunts réaménagés par la Caisse des Dépôts et Consignations au profit de la S.A. H.L.M. de l'Est, et dont les références sont précisées dans le tableau annexé à la présente délibération.

La présente garantie est accordée à hauteur de la quotité initialement garantie par la Commune de LUDRES sur chacun des contrats.

Il est toutefois précisé que pour les prêts partiellement garantis par la Commune, le réaménagement envisagé ne sera consenti par la Caisse des Dépôts et Consignations que si l'organisme emprunteur justifie d'une garantie complémentaire. En conséquence, à défaut de réaménagement de tout ou partie des contrat précités, la garantie correspondante, initialement accordée par la Commune, sera maintenue jusqu'à extinction des prêts concernés.

ARTICLE 2 - Les caractéristiques de taux et de durée des prêts visés à l'article 1er sont indiquées, pour chaque contrat, dans les tableaux annexés.

Les taux d'intérêt et de progressivité de l'ensemble des contrat sont révisés à chaque échéance annuelle en fonction de la variation du taux du livret A.

Les annuités seront recalculées, pour chacun des contrats visés dans les tableaux annexés, sur la base du capital restant dû à la date d'effet du réaménagement consenti.

ARTICLE 3 - Au cas où l'emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes devenues exigibles ou des intérêts moratoires qu'il aurait encourus, la Commune s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place, sur simple notification de la Caisse des Dépôts et Consignations par lettre missive, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

ARTICLE 4 - De s'engager pendant toute la durée des prêts à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges des emprunts.

ARTICLE 5 - D'autoriser Monsieur le Maire à intervenir à l'avenant ou le cas échéant aux avenants qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et l'emprunteur.